



## Soutenir des efforts de stabilisation innovants dans l'Est de la RDC

Dans un climat alliant défis relatifs à la paix et enjeux sécuritaires dans certaines parties de l'Est du Congo, le Fond pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies (FCP) a soutenu les efforts de stabilisation à travers deux projets, l'un à Kalehe (Sud-Kivu) et l'autre à Mambasa (Ituri) depuis décembre 2014. Les premiers résultats sont prometteurs et ont ouvert la voie à une deuxième phase ainsi qu'à trois autres interventions de stabilisation à l'Est du Congo grâce au Fonds de Cohérence pour la Stabilisation.

### Le contexte

Pendant près de 20 ans, Kalehe et Mambasa ont été touchés par de lourds conflits. Le territoire de Kalehe est devenu au cours des dernières décennies l'épicentre de conflits fonciers et de pouvoirs, aggravés par la faible présence et la faible autorité des représentants étatiques. Le territoire de Mambasa a également été marqué par d'innombrables conflits à la suite de la création de la Réserve Naturelle d'Okapi en 1992. Cette réserve contient, outre des espèces sauvages uniques, une quantité importante de ressources naturelles qui a causé d'importants conflits s'ajoutant à une forte instabilité et à un phénomène de manipulation politique. En raison du dilemme sécuritaire le gouvernement congolais n'a pas été en mesure de protéger et d'empêcher de manière efficace l'exploitation illicite ainsi que les activités dévastatrices des groupes armés au sein de la réserve et de ses environs.

### Le soutien à la stabilisation

Entre décembre 2014 et août 2016, le FCP a soutenu deux projets de stabilisation à Kalehe et Mambasa suite à la préparation de stratégies et de plans d'action provinciaux de stabilisation par les deux gouvernements provinciaux respectifs. Un budget total de 8,3 millions de dollars américains a été affecté à ces projets, l'un d'entre eux étant un projet cofinancé par la Norvège. Les projets ont été mis en œuvre par le PNUD, ONU Habitat, l'OIM, mais également la FAO et l'UNESCO dans le cas de Mambasa, avec leurs partenaires locaux.

*« Dans une zone de conflit comme Kalehe, les efforts de stabilisation sont très importants car ils aident à maintenir la sécurité et à créer un environnement inclusif qui permet à tous les acteurs de participer aux initiatives liées au développement. L'approche innovante de l'ISSSS ainsi que des analyses approfondies des conflits ont permis de mieux comprendre les problèmes dans cette zone qui fait l'objet d'une priorité, et de mieux planifier les actions à développer. »*  
(Ministre du Plan du Sud Kivu)

Les deux projets de stabilisation ont été développés et coordonnés sous l'égide de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS), qui a été développée avec l'objectif de soutenir le Programme National de Stabilisation et de Reconstruction (STAREC). Elle est coordonnée par l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO).

### Une approche innovante

Les projets sont innovants permettant une approche intégrée, complète et ciblée qui vise à adresser les dynamiques de conflits en plaçant la compréhension contextuelle des communautés touchées par les conflits au cœur des différents projets, alors que les interventions de stabilisation antérieures étaient principalement techniques (la construction de bâtiments, par exemple) et n'ont pas répondu de manière efficace aux différents problèmes politiques de nature complexe. Les projets s'adressent aux défis multisectoriels et multidimensionnels et mobilisent les communautés ainsi que l'Etat autour d'un cadre commun dans l'objectif d'inclure les principaux moteurs des conflits et d'améliorer les conditions du développement à plus long terme. Cette dimension politique a conduit à un engagement et à un soutien de la part du plus haut niveau des autorités congolaises en ce qui concerne la planification, le développement et la mise en œuvre des programmes de stabilisation, comme en témoigne la validation officielle des différents actes d'engagements avec les autorités locales, lesquels contiennent des engagements stratégiques de la part des autorités, ce qui rend les interventions de stabilisation plus efficaces sur le long terme.

*« Les projets démontrent qu'il est possible de mobiliser les forces à la fois ascendantes et descendantes, ce qui permet une responsabilisation mutuelle et une capacité à faire face aux facteurs de conflits tout en préparant les bases d'une gouvernance améliorée et d'un développement à plus long terme »*  
(MONUSCO DSRSG chargé des affaires Humanitaires en RDC)

Les deux projets comprenaient trois des cinq piliers de l'ISSSS, avec les objectifs clés suivants : la résolution pacifique des conflits grâce à des processus de dialogue sur mesure qui contribuent à la mise en place d'institutions stables et à la consolidation de la paix ; la restauration de l'autorité de l'Etat et de la confiance entre les institutions étatique et la population locale ; et la revitalisation de la résilience de la population et de l'économie locale.

### La résolution des conflits par le dialogue

Dans le cadre des activités de dialogue démocratique, des séances de discussion inclusives et participatives ont eu lieu au cœur des deux sites du projet afin de sensibiliser les participants à des thématiques diverses liées à la dynamique des conflits, à la gouvernance et à la gestion de ces derniers.

À Mambasa, plus de 130 000 personnes ont été sensibilisées aux réglementations de la Réserve de faune à okapis, à la protection de l'environnement, au règlement pacifique des conflits fonciers et à l'importance de renforcer les instances judiciaires et administratives dans ce domaine. Cela a conduit à la reconnaissance publique, même par certains acteurs identifiés comme nuisibles, de l'existence de la Réserve de faune à okapis et de ses limites officielles.

En outre, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) s'est engagé à impliquer les membres de la communauté dans l'examen du plan de conservation de la Réserve. Au cours de la conférence d'août 2016, tous les acteurs du conflit ont signé un accord relatif à la gouvernance participative de la Réserve, insistant sur l'importance d'une meilleure implication des communautés locales, y compris des représentants des groupes armés à travers le dialogue démocratique. Il en a résulté que certains exploitants illégaux ont abandonné les sites miniers dans la réserve. Une autre réalisation importante fut l'annonce par les autorités locales de leur contribution financière à la mise en œuvre et au suivi de l'accord, officiellement validé par l'assemblée provinciale au début de l'année 2017, ce qui peut être considéré comme une étape importante vers une plus grande participation du gouvernement.

*« La communauté dialogue désormais réellement avec les autorités. Avant la mise en place du projet, ce canal de communication n'existait pas. Sans dialogue, chacun fait comme bon lui semble. Le dialogue démocratique a donné aux gens le temps et l'espace nécessaires pour réfléchir aux problèmes dans leur communauté alors que, dans le passé, nous ne savions pas comment entrer en communication avec les wakubwa (les anciens). »*  
(Membre de la communauté, Mambasa)

À Kalehe, plusieurs comités de dialogue et de médiation ont été mis en place et ont permis l'identification de 718 conflits individuels et intercommunaux, dont 343 ont été traités. De plus, plus de 50 transactions foncières incluant des litiges sur les concessions foncières et l'attribution de terrains ont été gérées et enregistrées par les autorités foncières compétentes ; des plans d'action conjoints ont été élaborés et signés afin d'assurer une meilleure participation des femmes à la gestion communautaire et à la prise de décisions.

### Restaurer les institutions et la présence de l'État

Pour soutenir la restauration de l'autorité de l'État dans les deux territoires, un total de six bâtiments pour la police et les autorités locales ont été construits et équipés, 130 agents de police ont été formés et déployés, une clinique juridique pour les victimes de violences sexuelles a été créée, ce qui a permis d'apporter un soutien de plus de 150 victimes, et près de 70 kilomètres de route ont été réhabilités. La réhabilitation des routes a rendu plusieurs zones dans les territoires de Kalehe davantage accessibles et a facilité les opérations de l'armée congolaise contre les groupes armés. Pour assurer la durabilité des routes à Kalehe, les plans de maintenance financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation sont prioritaires dans la phase suivante du projet.

*« Le projet a été très utile pour notre communauté car il a responsabilisé les autorités congolaises par rapport à nos vies »*  
(Chef de communauté, Kalehe)

Les capacités du personnel judiciaire ont été renforcées et la performance des prestataires locaux de services de sécurité a augmenté. Pour cette raison, et comme souligné par l'évaluation externe des projets, il existe maintenant une plus grande confiance envers la police et une augmentation significative du nombre de personnes qui considèrent la police comme étant le principal fournisseur de sécurité dans leur région. Ceci est mis en évidence par les résultats de plusieurs sondages menés à Kalehe et Mambasa qui montrent une meilleure perception de la police qui coïncide avec la période de mise en œuvre des programmes de stabilisation (source: HHI / PNUD).

*« Les jeunes de nos communautés ont clairement compris que la responsabilité principale liée à la sécurité incombe à l'État et ont accepté la construction du poste de police et le déploiement des policiers. 39 membres de groupes armés ont même volontairement remis 21 armes. »*  
(Membre de la communauté, Kalehe)

*« Le projet Kalehe a été très efficace pour inscrire des communautés en conflit dans un processus de dialogue et pour résoudre leurs conflits. Puis, en dépassant leurs griefs, ces communautés se sont réunies pour travailler en vue de l'ouverture d'une route qui relie leur village aux villes environnantes. La construction des postes de police et le déploiement des agents de police ont également contribué au sentiment d'appartenance à leur pays de ces communautés. Cela a amélioré la façon dont les forces de sécurité sont perçues par la population. »*  
(Ministre du Plan, Sud Kivu)

### Responsabiliser les communautés locales

Dans les deux projets, 3 350 personnes ont été soutenues par des activités génératrices de revenus. La majorité des personnes ciblées étaient des femmes menacées par la violence, des survivantes de violences sexuelles et des anciens combattants. À Mambasa, les

chiffres des rapports de suivi internes démontrent que 48% des participants au projet se sont sentis plus indépendants puisqu'ils avaient un revenu leur permettant de répondre à leurs besoins fondamentaux. Grâce à la création de 47 groupes de microcrédit, 1 113 personnes ont été directement impliquées (50% de femmes) et 1 810 ménages supplémentaires, dont 60% dirigés par des femmes, ont reçu une assistance technique ainsi qu'un appui matériel afin d'augmenter leur production agricole, ce qui a amélioré l'autonomie de leur famille.

À Kalehe, diverses activités ciblant l'industrie minière dans la région ont conduit à une meilleure gestion des sites miniers. En conséquence, huit sites d'exploitation artisanale sont marqués comme « sans armes » selon les normes internationales, ce qui permet une exploitation pacifique de ces sites. En outre, quelque 400 mineurs illégaux, dont 100 femmes, ont été redirigés vers d'autres opportunités économiques.

Dans les deux lieux où le projet a été mis en place, les activités socio-économiques ont renforcé la cohésion des communautés ainsi que la résilience contre les menaces extérieures et la voix des femmes dans leurs familles et communautés, comme en témoigne l'évaluation externe des projets. Cela a créé un cadre idéal pour le développement futur ainsi qu'une répartition plus équitable des ressources.

Les deux projets pilotes ont été clôturés en 2016, mais ont fait l'objet d'un prolongement d'un an afin de consolider les résultats et de permettre la mise en œuvre d'une stratégie de sortie. Les résultats prometteurs et le financement du FCP ont constitué une forte impulsion pour que d'autres bailleurs tels que le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède soutiennent l'ISSSS dans sa version révisée. Cela a mené à la création du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation avec un financement supplémentaire de 30 millions de dollars mobilisés (dont 18 millions de dollars américains du FCP) afin de soutenir la mise en œuvre de l'ISSSS.

### Enseignements à tirer

À Kalehe, le dialogue démocratique a été conçu comme un mécanisme de médiation et de résolution des conflits fonciers, traitant principalement des litiges entre les individus par rapport à des différends portant sur la propriété, en fournissant un soutien technique aux comités de médiation locaux. S'attaquer à des problèmes spécifiques et en particulier à des problèmes communautaires a constitué une stratégie pertinente qui offre aux populations locales des réponses immédiates et concrètes, permettant un important soutien local et relatif à la propriété. Ces activités de médiation ont particulièrement bien fonctionné dans le territoire de Kalehe, où plus de 300 conflits fonciers ont été résolus. Cependant, les enseignements tirés du projet Kalehe révèlent deux défis majeurs. Tout d'abord, sans reconnaissance juridique et formelle et en l'absence d'un soutien financier continu, la durabilité des mécanismes de médiation reste incertaine, notamment en fonction de la mobilisation locale, qui varie d'un endroit à l'autre. Deuxièmement, tout en s'attaquant aux conflits locaux entre individus et en limitant le risque d'escalade de la violence, ces mécanismes ont montré leurs limites dans la lutte contre les facteurs plus structurels, politiques et liés à la gouvernance dans lesquels les conflits fonciers locaux sont enracinés.

À Mambasa, le dialogue démocratique a été conçu pour répondre aux causes plus politiques et de gouvernance des conflits autour de la Réserve de faune à Okapis. Toutes les parties prenantes du conflit, y compris celles qui s'intéressent au maintien du conflit, doivent être disposées à participer à un tel dialogue et à répondre aux besoins de la communauté en mettant en place des solutions collectives. Cela nécessite non seulement du temps, mais également un engagement politique subtil, des ressources humaines ainsi que des capacités appropriées.

### À propos du FCP en République Démocratique du Congo

Créée en 2006, le FCP a financé plus de 400 projets dans une trentaine de pays, distribuant plus de 650 millions de dollars américains à ce jour. Il fournit à l'ONU et aux organisations non onusiennes des fonds et des outils afin d'aider à maintenir la paix et à prévenir les conflits, dans un temps flexible et opportun et tout en saisissant les opportunités politiques qui se présentent. Le FCP, tolérant au risque et innovant, peut agir rapidement et travaille pour le compte du Secrétaire général des Nations Unies. Le FCP vise à être catalytique et fournit souvent une impulsion afin de permettre aux autres acteurs de le suivre. Le FCP est engagé en République Démocratique du Congo depuis 2009, et a fourni 40 millions de dollars en appui à l'ISSSS et au STAREC.